

VIH : Anne Hidalgo s'engage à « en finir avec la transmission du virus à Paris d'ici 2030 »

Anne Hidalgo a reçu lundi à l'Hôtel de Ville un rapport de l'épidémiologiste France Lert, intitulé « Vers Paris sans sida ». A partir d'un diagnostic précis de la situation parisienne, il porte des préconisations concrètes pour atteindre la fin des transmissions du virus à Paris d'ici 2030.

Depuis 2014, Anne Hidalgo a accentué l'action de Paris dans la lutte contre le sida, sur son territoire mais aussi en France et à l'international. Campagnes de prévention, subventions de plusieurs millions d'euros aux acteurs spécialisés, partenariat avec ONUSIDA et rassemblement des Maires du monde à l'Hôtel de Ville pour s'engager ensemble autour de cette grande cause ont rythmé les deux premières années de sa mandature.

La Maire de Paris porte un triple objectif, d'ici 2020 : que 90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, que 90% des personnes séropositives reçoivent des traitements antirétroviraux pérennes et enfin que 90% des personnes sous traitements antirétroviraux aient une charge virale indétectable.

A Paris la situation est inquiétante, puisque selon les estimations, la prévalence de nouveaux cas peut dépasser les 20% par rapport au reste du territoire national. Anne Hidalgo a donc souhaité que l'épidémiologiste France Lert dresse un bilan précis de l'épidémie du Sida à Paris. Mieux connaître les populations porteuses du virus, leurs habitudes de vie, les territoires dans lesquelles elles se trouvent permettra de mettre en place des dispositifs efficaces pour lutter contre le VIH.

« Le sida se combat aussi par la politique. Nous avons les moyens de soutenir la recherche, de prévenir, de dépister, de soigner les patients. Mais les moyens sans l'engagement ne sont rien. Alors je veux l'affirmer aujourd'hui sans détour : Paris s'engage, quoi qu'il en coûte, pour mettre fin à l'épidémie de sida », a souligné Anne Hidalgo, aux côtés de son adjoint à la santé Bernard Jomier, lors de la remise du rapport.

Pour atteindre cet objectif, la Maire de Paris veut « aller vite » en « débutant d'ici l'été la mise en œuvre des plans d'actions préconisés par France Lert ». « Là où il y a une volonté, il y a un chemin. Devant vous ce matin et avec vous, je prends l'engagement que nous allons, car nous le pouvons, en finir avec la transmission du VIH à Paris dans les 15 ans qui viennent », a conclu Anne Hidalgo.

Les grands axes du rapport

1. Un discours et une offre préventive renouvelés

- **Une stratégie positive et inclusive : de la fin de la prévention du comportement à risque à la santé sexuelle et à l'égalité réelle.**

L'existence d'alternatives au préservatif grâce à la PreP et à l'effet préventif du traitement autorise de passer à une approche positive de la prévention, sous l'angle du bien-être et de la santé sexuelle. Il s'agit de donner aux individus un véritable choix par une information précise et une offre réellement accessible.

Les populations concernées par le VIH restent encore en butte à des formes multiples de discrimination et d'inégalité, à des barrières sociales ou administratives qui font obstacle à leur appropriation des outils de la prévention et du traitement.

La stratégie proposée comporte un ensemble de mesures d'inclusion à l'égard des personnes séropositives, des homosexuels, des personnes Trans, des migrants et des travailleurs/ses du sexe.

- **Une communication préventive forte qui met l'accent sur les points forts de la prévention combinée : le dépistage répété, la PreP et l'effet préventif du traitement**

Le renversement du modèle préventif impose un programme de communication diversifié, soutenu, utilisant les outils numériques et le travail de terrain pour apporter les informations précises sur les potentialités et les limites des nouvelles méthodes, répondre aux questions, faire connaître les moyens d'accès, susciter de la confiance.

- **Une mise à l'échelle de l'offre par le déploiement des dispositifs**

Atteindre 90% des personnes infectées connaissant leur séropositivité exige une intensification du dépistage. Cela repose sur la mobilisation des médecins généralistes et des centres de santé et un fort déploiement des dispositifs hors les murs. Il s'agit aussi de promouvoir la qualité des tests disponibles qui là encore offrent des choix aux individus.

Depuis janvier 2016, la PreP par Truvada peut être prescrite. L'application des recommandations de bonnes pratiques dans le contexte épidémiologique parisien concernera plusieurs milliers de personnes et nécessite une rapide montée en charge de l'offre sur le territoire de la ville, notamment dans les services hospitaliers de l'AP-HP.

La médiation sociale, particulièrement nécessaire pour permettre un accès à la santé des personnes les plus fragiles, est restée fragile, mal reconnue et mal financée. La loi santé votée en décembre 2015 la reconnaît désormais et permet de la pérenniser comme un des piliers de la stratégie inclusive proposée.

2. Des programmes qui répondent à l'épidémiologie du VIH et aux besoins propres à chaque population.

- **Personnes vivant avec le VIH** : Favoriser l'accès aux soins et aux droits, bénéficier du traitement pour soi et pour prévenir la transmission, consolider le soutien face aux difficultés sociales de la maladie, inclure les généralistes dans une prise en charge globale de la santé.
- **Gays/HSH** : Un programme reformulé autour de notions positives : bien-être et santé psychique, santé sexuelle, sérénité et confiance dans les nouvelles stratégies préventives.
- **Populations migrantes, principalement venues d'Afrique Sub-Saharienne**. Un ensemble de mesures sur l'accès aux droits, le dépistage et la santé sexuelle
- **Personnes Trans** : Visibilité, égalité, soutien à l'action et à la santé communautaires.
- **Travailleur/ses du sexe** : Primauté de la démarche communautaire pour l'accès à la santé et aux droits

3. La nécessité d'avancer dès maintenant

- Un agenda et des tâches immédiates

La traduction en programmes opérationnels de ces propositions stratégiques devra déboucher sur un déploiement dès l'été 2016. Cependant dans l'immédiat s'imposent la construction d'une stratégie de communication, la concertation avec les services hospitaliers et l'AP-HP pour une montée en charge rapide de la PreP à Paris, la définition de programmes de dépistage ciblé et la préparation des CeGIDD à une réelle offre de santé sexuelle.

- Une politique ancrée dans la communauté

Un pilotage par la Ville avec un coordinateur, un comité stratégique de quelques personnes pour animer, stimuler et rendre compte des réalisations et des difficultés sur le terrain, un forum annuel de tous les acteurs parisiens.

- Une politique qui reste sur la bonne trajectoire

Le succès dépend à la fois de l'offre effective de services et de l'appropriation par les populations et les individus. Si la théorie est génératrice d'optimisme, il faut garder l'humilité de regarder les résultats en continu et si nécessaire repenser les actions. C'est la fonction du programme de recherche mené par l'ANRS et de la surveillance épidémiologique et comportementale reposant sur un tableau de bord d'indicateurs.

- Une coordination des acteurs institutionnels à l'échelle de la Région

L'initiative parisienne ne prendra corps qu'avec la mobilisation des collectivités et des administrations et agences, nationales et régionales et ce d'autant que les populations circulent dans la région, utilisent les services de part et d'autre du périphérique et s'informent par le numérique sans lien avec les territoires réels.

- **Une fondation public-privé pour mobiliser les moyens suffisants**

Dans une période de fortes contraintes budgétaires, la ville étudiera la possibilité d'une fondation public-privé pour mettre au service de l'accélération de la stratégie VIH les financements nécessaires.

Contact presse : Simon Le Boulaire / 01.42.76.49.61 / presse@paris.fr